

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Elle découle de la déclaration que le ministre a faite au début de la séance. Comme il est peu probable que le ministre ait rendu visite aux pays scandinaves pendant la session de la Chambre uniquement par courtoisie, puis-je lui demander s'il savait, avant de quitter Ottawa, qu'un diplomate supérieur, représentant officiellement la République populaire de Chine, allait se trouver à Stockholm vers la fin de juin? Le ministre avait-il l'intention de rencontrer ce représentant diplomatique? Sinon, puis-je demander ce qui a brouillé les cartes?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, j'ai eu énormément de difficultés à persuader la presse que je ne suis pas allé en Scandinavie pour rencontrer les Chinois à Stockholm. J'ai maintes fois nié la chose, mais, apparemment, on a toujours refusé d'y croire. En fait, je n'ai pas fait ce voyage dans le dessein auquel le député a fait allusion. Je ne savais pas quand l'ambassadeur de Chine allait arriver à Stockholm.

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Notre système de transmission cryptographique en provenance de Stockholm est-il si peu sûr que notre ambassadeur du Canada craint de transmettre des messages à Ottawa, ce qui oblige le ministre à se rendre à Stockholm pour s'entretenir de vive voix avec l'ambassadeur?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. A mon avis, la question ainsi formulée n'est pas recevable.

LA RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE DE LA CHINE CONTINENTALE ET LA POLITIQUE D'UNE CHINE

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le gouvernement a-t-il offert ou accepté de retirer la reconnaissance diplomatique au gouvernement chinois de Taïpeh en échange de la reconnaissance diplomatique de Pékin? Peut-être devrais-je reformuler la question. Je tente d'être très précis.

Bref, le gouvernement a-t-il accepté ou offert de retirer sa reconnaissance à la République populaire de Chine située à Taïpeh en échange de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine située à Pékin?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, nous avons eu pour politique

[L'hon. M. Sharp.]

de reconnaître une Chine, ce que nous continuerons de faire: nous reconnaitrons un gouvernement. Si nous en venons à une entente avec Pékin, nous reconnaitrons le gouvernement de la République populaire de Chine.

M. Nesbitt: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur, afin qu'il n'y ait pas de malentendu. Si on en arrive à un accord en faveur de la reconnaissance diplomatique de Pékin, j'en conclus que nous cesserons de reconnaître le gouvernement de Taïpeh.

M. l'Orateur: A l'ordre.

LA GUERRE BIOLOGIQUE—TRANSPORT DE MATÉRIEL D'ESSAI SUR LE TERRITOIRE CANADIEN

M. David Lewis (York-Sud): J'aimerais adresser une question au premier ministre. Comme le Canada est signataire du Protocole de Genève de 1925 qui interdit l'utilisation de produits chimiques et biologiques en temps de guerre, le premier ministre nous dira-t-il si, à l'occasion de l'examen actuel de notre politique de défense, on revisera aussi le rôle que le Canada joue dans la recherche et la mise au point diaboliques d'armes de guerre chimiques et biologiques, pour y mettre un terme, je l'espère?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà demandé que ce sujet fasse partie de notre examen afin que nous établissions jusqu'à quel point nous sommes liés par les Protocoles de Genève et ses dispositions. Jusqu'à maintenant je n'ai aucun renseignement qui me permette de répondre à cette question.

M. Lewis: Puis-je demander au premier ministre s'il y aurait moyen de faire part à la Chambre des résultats de cette révision dans un délai raisonnable, soit avant la fin de la session soit peu après notre retour à l'automne?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, cela se rattache, bien entendu, à la politique de révision d'ensemble qui sera présentée à la Chambre des communes. Je n'ai pas de calendrier à proposer actuellement à la Chambre à ce sujet.

M. Lewis: Une autre question supplémentaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Mercredi dernier, j'ai posé au remplaçant du ministre des questions sur le transport possible, au-dessus du territoire canadien, de microbes et autres éléments d'une guerre chimique et biologique. Le ministre dirait-il à la Chambre si des expéditions de matériel de ce genre, partant des